

l'annaz Duval, chef de la brigade de police de l'environnement de la Cinor. « Nous avons pu régler directement les choses avec 33 personnes

vait deux fois plus le lendemain au même endroit. Maintenant, c'est très différent », expliquent-ils.

de ses déchets. Celui surpris en train de débarquer des ordures du coffre de son véhicule sur le domaine public paiera lui aussi une amende de 1 500 €.

ENVIRONNEMENT

Glyphosate : Les maires réunionnais à la rescousse ?

Les maires réunionnais se prononceront-ils en faveur de l'arrêt des pesticides sur leurs communes ? C'est la question que leur a soumise l'AID par mail.

L'appel national « Nous voulons des Coquelicots » lancé le 12 septembre 2018 est relayé localement par l'AID (Association initiatives dionysiennes, altermondialiste). L'association soutient l'arrêt des pesticides, et notamment le combat engagé par Daniel Cueff, le maire de Langouët, une commune de 600 habitants située en Bretagne, et très en avance sur les thématiques de protection de l'environnement et en pointe sur le plan de l'écologie.

Le 18 mai dernier, l'élu breton avait pris un arrêté municipal interdisant l'usage des pesticides à moins de 150 mètres des habitations. « Une réponse aux carences de l'État en matière de protection de la population », selon lui, mais qui a été invalidée par la préfecture.

En métropole comme ici

De la Bretagne à l'île de La Réunion, il n'y a qu'un pas écologique que les membres de l'AID n'hésitent pas à franchir : « Pour l'instant 45 communes se sont positionnées en prenant des arrêtés contre le glyphosate et nous nous devons d'assurer la transmission ici, à La Réunion. Nous avons adressé un mail aux communes réunionnaises et nous espérons que les maires iront dans le sens de l'intérêt général et de



Les membres de l'AID demandent aux maires réunionnais de rejoindre en masse le mouvement visant à interdire les pesticides. (Photo David Chane)

la santé des populations », indique le porte-parole de l'AID, Bruno Bourgeon. Pour l'instant, les réponses ne sont pas nombreuses, mais l'association compte bien insister pour obtenir les soutiens des maires.

« Les maires doivent rejoindre le mouvement s'ils veulent aller dans le sens de l'histoire. Des pays, comme

l'Autriche ou les Pays-Bas ont su résister à l'agrochimie et ses lobbies », poursuivait le néphrologue pour qui le constat est sans appel : « Les pesticides sont une tragédie, provoquant cancers, maladies de Parkinson, troubles psychomoteurs, malformations chez les enfants, infertilité, et ils se propagent dans l'eau, l'air, la nourriture, le cordon ombilical. Il

faut arrêter ça, et la seule solution est d'arrêter les pesticides », a martelé M. Bourgeon.

Chaque envoi de mail est constitué d'une lettre rédigée par les Coquelicots de La Réunion demandant aux maires de soumettre au vote en conseil municipal l'arrêt de l'utilisation du glyphosate, mais aussi en demandant aux conseils municipaux de réfléchir aux alternatives : cantines scolaires 100 % bio, ceintures vertes et maraîchères autour des villes, jardins, écoles et pédagogie écologiques.

Une feuille propose aussi de signer l'appel à la résistance pour l'interdiction de tous les pesticides (835 000 signatures depuis le lancement). Le collectif a également joint la lettre de réponse qu'a rédigée le maire de Langouët à destination de la préfète de l'Ille-et-Vilaine, particulièrement bien renseignée et dans laquelle le maire rappelle que la santé de ses administrés dépend de la responsabilité du maire, ainsi qu'un communiqué de l'AID mentionnant les « conseils » de l'ANSES (agence publique sanitaire) qui préconise de respecter une distance de 5 à 10 mètres entre les sites d'épandage et les habitations, une consultation qualifiée de honteuse pour la République, selon l'AID.

Jean-Marc MAZUÉ